

Comment parler de l'école ?

par Laurent Lafforgue

Je remercie chaleureusement Mme Boutin et le “Forum des Républicains Sociaux” de m'avoir invité pour parler de l'école. Comme personnalité indépendante, j'accepte d'intervenir de la même façon devant des auditoires de toutes les sensibilités politiques, mais je ne cache pas que je partage avec une partie d'entre vous une foi chrétienne qui n'est pas sans lien avec mon engagement en faveur de l'instruction. Je reviendrai d'ailleurs sur ce point, car il pose de sérieuses questions.

Il est difficile aujourd'hui de bien parler de l'école. Chacun croit avoir des choses intelligentes à dire sur elle, alors qu'à moins de se tenir fermement à quelques principes simples, on ne fait qu'ajouter sa voix au flot de mensonges, d'approximations, d'idées fausses et de propos vides de sens qu'une grande partie des instances dirigeantes de l'Éducation nationale et de nos élites ou soi-disant telles profère en permanence. Le trait le plus remarquable de ce discours public sur l'éducation est qu'il parle de tout sauf de l'essentiel. Sans cesse on demande à l'école des améliorations : de s'occuper plus de ceci ou cela qu'elle aurait prétendument négligé, de tenir davantage compte de tel ou tel facteur extérieur qu'elle aurait ignoré, etc. On fait semblant de croire que le cœur de l'enseignement est resté pareil à lui-même, et que son contenu va de soi pour tous. Or, l'essentiel de l'école, qui aurait dû rester quasiment immuable, s'est peu à peu évaporé, et si nos responsables de l'éducation et nos faiseurs d'opinion n'en parlent pas, c'est qu'ils ne savent plus eux-mêmes quel est cet essentiel ni, en fait, pourquoi l'école existe. Nos classes dirigeantes ont perdu le sens de l'école, exactement de la même façon qu'un peuple peut perdre la foi : l'ayant perdue, il ne sait plus ce que c'est.

C'est d'autant plus regrettable que la plupart de nos concitoyens, ceux dont les enfants vont à l'école, se rendent compte qu'il existe un énorme problème. Mais cette conscience fait peu surface dans le débat public, que ce soit dans les médias ou dans les partis. M. Xavier Darcos prédit que le premier parti politique qui proposera de reconstruire une école qui instruit, comme elle le faisait en France en d'autres temps, déplacera cinq millions de voix. Malheureusement, aucun parti n'a encore pris la mesure de la situation ou, l'ayant prise, n'a eu la volonté et la capacité intellectuelle de concevoir un plan de refondation d'une école digne de ce nom.

Je viens de parler de capacité intellectuelle. Elle fait cruellement défaut dans les instances dirigeantes de l'Éducation nationale. Pour s'en convaincre, il suffit de lire quelques passages des tombereaux de documents qu'elles produisent : programmes, documents d'accompagnement des professeurs, instructions diverses. Ou de lire les textes de lois, comme, par exemple, le dernier en date en matière d'école, la loi Fillon. En voici la première phrase : “*Outre la transmission des connaissances, la Nation fixe*

comme mission première à l'école de faire partager aux élèves les valeurs de la République.” Je ne comprends pas, en lisant cet énoncé, si la mission première de l'école est de transmettre des connaissances ou de faire partager les valeurs de la République, ou bien si ces deux missions sont premières ex aequo. D'autre part, je ne sais pas ce que l'on entend exactement par “valeurs de la République”, et je doute qu'elles soient définies juridiquement, ce qui rend bien problématique l'application de ce texte. Enfin, je ne suis pas sûr que le législateur ait réalisé ce qu'il était en train d'écrire : n'est-il pas clair pour lui, par exemple, que la mission première d'un instituteur de CP est d'apprendre aux enfants à lire et à écrire ? et si c'est clair, que ne l'a-t-il dit !

J'ai choisi cet exemple, mais je pourrais en donner des milliers d'autres. Pratiquement tout ce qui se dit dans les cercles officiels, médiatiques et politiques à propos de l'école est marqué par une profonde dégradation de la langue qui va de pair avec une dégénérescence de la pensée. Si l'on veut reconstruire l'école, il faut d'abord que chacun fasse attention à ce qu'il écrit et dit à son propos : qu'il vérifie si chaque phrase de son discours a un sens, si elle est grammaticalement correcte, si elle est précise, si les mots qu'elle emploie sont dépourvus d'ambiguïté, si elle est vraiment nécessaire et s'il n'y aurait pas plus important à dire. Je suggère à qui veut s'exprimer à propos de l'école d'écrire d'abord en trois pages ce qu'il en attend, en veillant à ne rien laisser implicite, même de ce qui lui paraît le plus évident, et en respectant les proportions : par exemple, s'il estime, comme c'est mon cas, que la maîtrise de la langue est la priorité de l'école, qu'il consacre au moins l'une des trois pages à cette seule question.

Le 17 mai dernier, je présidais avec M. Jean Foyer un colloque sur l'école organisé par l'association “Famille École Éducation”. Nous avons invité une dizaine d'intervenants très différents, scientifiques ou littéraires, jeunes ou âgés, professeurs en exercice ou non, enseignants d'école primaire, de lycée, d'université ou même de conservatoire, et de convictions philosophiques ou politiques diverses. La plupart ne s'étaient jamais rencontrés. Or il est apparu au fil de la journée une étonnante convergence, à la fois sur le constat que ces personnes dressaient et sur la vision de l'école qui les habitait. Je crois que ce qui les réunissait était la langue : le goût de la pensée précise et rigoureuse, la répugnance invincible à prononcer des phrases qui ne voudraient rien dire, le souci d'employer les mots dans leur sens. A partir du moment où elles respectaient la langue, une pensée simple et ferme sur l'école s'exprimait toute seule à travers elles.

Nous vivons un temps de grande confusion des esprits, et les idées les plus étonnantes, surgies d'ici ou là, bruissent à nos oreilles dans un affreux mélange. Pour nous tenir debout fermement, nous avons besoin de points d'appui solides et très concrets auxquels nous accrocher. Le souci de la langue en est justement un.

Dans un récent colloque international sur l'éducation, un délégué étranger demanda à un inspecteur de notre Éducation nationale qui se trouvait à la tribune : “*Quel est le but de l'éducation en France ?*” L'inspecteur resta bouche bée. Il ne savait pas. Ou plutôt il ne savait plus, et rares sont en France les responsables qui savent encore.

Rares ils sont en tout cas parmi les hommes politiques. En l'absence de principes fermes et de pensée claire, ils sont le plus souvent à la recherche d'idées nouvelles qui n'auraient jamais été exprimées avant eux. Il y a vingt ans, M. Meirieu, qui n'est pas un homme politique mais qui a été très écouté et qui reste influent,

préconisait d'apprendre à lire aux enfants des milieux défavorisés dans des notices d'appareils ménagers. Il y a six semaines, lors d'un débat qui m'opposa à lui, ce même M. Meirieu vanta devant moi des écoles où, paraît-il, on apprend à lire dans des extraits d'Eschyle et d'Homère. Il se contredit, pensez-vous ? Non, il reste fidèle à l'attitude qui lui a valu d'être écouté par les politiques : affirmer sans vergogne ce qui est tellement contraire au bon sens que personne n'y avait jamais pensé.

Un inspecteur m'a raconté en avoir entendu un autre lui déclarer un jour : *“Cela fait trois mille ans que des enfants apprennent à lire et à écrire. Il serait temps qu'ils apprennent autre chose.”* Cette anecdote fait rire, avant de faire pleurer si l'on songe à ce qu'elle signifie ; elle est révélatrice de l'esprit qui anime les faiseurs d'opinion, les réformateurs de l'école, et l'ensemble des responsables qui ont prêté à ces derniers une oreille complaisante et leur ont laissé les coudées franches. Ce ne sont pas les enfants ou les jeunes qui ont changé. Ce sont des adultes qui, blasés et fatigués de tout, ont voulu changer d'enfants, changer de jeunesse et pour cela, changer l'école. L'idée que les nouvelles générations d'enfants puissent bénéficier des mêmes apprentissages élémentaires puis de la même culture qu'ils avaient reçus, les ennuyait comme s'ils avaient dû apprendre eux-mêmes une deuxième fois. Ils ont refusé de voir que, pour les enfants, tout est neuf. Certains apprentissages, les plus importants, ne sont pas moins précieux aujourd'hui qu'il y a trois siècles. Ils le seront encore dans deux mille ans, et il serait bien étonnant qu'en bouleversant les méthodes héritées de générations qui accordaient à l'instruction infiniment plus d'importance que nous, on parvienne à réaliser un quelconque progrès.

Le mot de “progrès” est celui qui permet d'emporter l'adhésion des hommes politiques de gauche, quand on veut détruire l'école. A droite, pour atteindre le même objectif, il faut dire “modernisation” et “adaptation à un monde qui bouge”. Tout cela rentre dans la catégorie que Pierre-André Taguieff appelle le “bougisme”, c'est-à-dire l'irrésistible envie de changer pour changer. L'Éducation nationale a subi depuis 30 ou 40 ans une suite ininterrompue de réformes qui ont ruiné en grande partie un système éducatif qui avait été l'un des meilleurs du monde. Toutes ont été orientées dans le sens d'un mieux : plus de sport, plus d'anglais, plus d'informatique, plus de technologie, plus d'activités d'éveil, plus de culture, des mathématiques plus modernes, plus de projets, plus d'autonomie, plus d'esprit d'entreprise, un enseignement plus concret, plus actuel, plus en phase avec la société, etc. Dans les faits, ces réformes se sont traduites par moins de lecture, moins de dictées, moins d'opérations et de calcul, moins de grammaire, de conjugaisons et d'orthographe, moins de vocabulaire, moins de textes appris par cœur, moins et même plus du tout de chronologie, d'humanités, de dissertations, de démonstrations, de rigueur, de formalisme mathématique en physique, etc.

Rien n'est plus faux que l'accusation d'immobilisme souvent proférée contre les professeurs. Dieu seul connaît toutes les couleuvres qu'on leur a fait avaler. A leur propos, la seule chose que je regrette est qu'ils n'aient pas résisté davantage. Mais voilà : notre temps est persuadé que tout changement est bon et que tout mal procède d'une résistance au changement. Donc, si l'école va mal, c'est qu'elle n'a pas encore assez changé et que certains de ces maudits professeurs s'obstinent à vouloir enseigner comme par le passé. On va les mettre au pas, faire encore une réforme, et enfin l'école nouvelle brillera de tous ses feux.

Quel homme politique sera assez lucide pour rappeler qu'au contraire l'école primaire possède par nature un caractère quasiment intemporel ? qu'en priorité elle

doit assurer la pratique exacte et sûre de la langue écrite et orale ? puis la maîtrise des nombres et du calcul et la connaissance de formes géométriques simples ? puis l'apprentissage de solides notions d'histoire chronologique, de géographie et de sciences ? que c'était comme cela il y a cent ans et le sera encore dans trois siècles ? et que presque tout ce que l'on peut inventer pour remplacer ces apprentissages de base par d'autres, soi-disant plus modernes mais moins essentiels, se traduit par le sacrifice de générations entières ?

Quel homme politique n'aura pas honte de dire des choses simples, et de répéter des principes qui ont eu cours depuis très longtemps ?

On aurait pu espérer que les chrétiens, dont je suis comme un certain nombre d'entre vous, n'aient justement pas cette honte.

Or, qu'a-t-on vu et que voit-on ? M. Meirieu, dont je parlais tout à l'heure et à qui fut confiée la mise en place des IUFM, écrit toutes les semaines une petite chronique débordante de bons sentiments dans l'hebdomadaire "La Vie", autrefois appelé "La Vie catholique". M. de Peretti, auteur au début des années 80 du rapport sur la formation des enseignants qui inspira la création desdits IUFM, vient du syndicat des bonnes âmes, le SGEN-CFDT, anciennement CFTC. Il avait d'ailleurs annoncé la couleur dans une conférence donnée en avril 1968 lors d'un colloque organisé par la paroisse universitaire sur le thème de "l'éducation et l'homme à venir". Je conseille à chacun de lire ce texte de conférence ainsi que celui d'un autre qui n'a pas honte de se réclamer du Christ, M. Natanson : l'un parle de l'enseignement comme si son objet n'était pas de transmettre et qu'il consistait seulement en un ensemble de relations sociales et de rapports psychologiques, l'autre identifie le savoir à une richesse de possédant et le magistère professoral à une domination, tous deux osent invoquer le nom de chrétien pour appeler à renverser l'école du savoir. Les auteurs des deux autres grands rapports réformateurs des années 80 – sur les collèges et sur les lycées – M. Legrand et M. Prost, viennent également du syndicat des bonnes âmes.

Le quotidien "La Croix", que je ne lis pas plus qu'aucun autre, fait partie des journaux qui, d'après ce que me disent mes amis défenseurs de l'école, ont soutenu les réformes qui la détruisaient, donnent la parole aux artisans de cette démolition, et la refusent aux professeurs et aux instituteurs qui sonnent l'alarme depuis des années et combattent pour la cause de l'instruction. Et je ne parle pas du quotidien "Le Monde", le plus puissant soutien de la nouvelle école de l'ignorance, dont les origines chrétiennes démocrates sont bien connues.

Je trouve que cela pèse lourd, et pour parler franchement, je ressens amertume et indignation. C'est un triste fait que beaucoup de gens qui se disaient chrétiens ont contribué à la ruine de l'école – même si la plupart d'entre eux étaient en train de quitter le christianisme. Il est d'autant plus nécessaire que d'autres chrétiens aident de toutes leurs forces à sa reconstruction.

J'ai éprouvé un grand soulagement à en rencontrer un bon nombre parmi ses défenseurs actifs. Ils militent et travaillent côte à côte avec des personnes de convictions très différentes – de l'extrême-gauche au pur conservatisme. Cette coalition inattendue mais déterminée reçoit le soutien de journaux chrétiens moins en vue – comme "Famille Chrétienne" ou "La Nef" – et de certains journalistes de "Radio Notre-Dame". Plus que tout, j'ai été heureux de lire, parmi les centaines de messages qui m'ont été envoyés, des lettres de professeurs chrétiens qui lient leur foi et leur vocation d'enseignant. Souvent, ces lettres sont les plus intéressantes et les plus rationnelles. Elles déplorent la ruine de l'instruction, qui construisait le futur adulte et

contribuait puissamment à l'instituer dans son humanité.

Mais il reste qu'une réflexion très sérieuse des chrétiens à propos de l'école est indispensable. Pour dire la vérité, les attaques à son encontre sont surtout venues des "chrétiens progressistes". Mais je fréquente assez les communautés chrétiennes pour savoir qu'ils ne sont pas les seuls à lâcher des bordées contre la culture, contre les intellectuels et contre l'école des professeurs. Plusieurs questions doivent être posées : L'importance que les chrétiens accordent aux relations humaines ne les conduit-elle pas parfois à gauchir le sens de l'école ? N'ont-ils pas tendance à confondre son rôle avec celui de la famille, et à substituer la socialisation à l'instruction comme sa mission première ? Ne sont-ils pas tentés de vouloir résoudre trop vite certaines contradictions, et ne projettent-ils pas sur l'école un rêve d'harmonie universelle et de royaume de Dieu sur terre, contre lequel l'Évangile prévient pourtant assez ? Par quelles voies étranges tant de chrétiens soi-disant démocrates ont-ils épousé la cause des prétendues sciences humaines et sociales – dont les origines remontent à la réaction romantique aux Lumières et à Louis de Bonald et Joseph de Maistre, et qui ont si bien servi à délégitimer l'école – et ont-ils abandonné les humanités, rompant avec toute la tradition catholique jusqu'au XVIIIe siècle ? Dans quelle mesure l'hostilité à l'école du savoir recycle-t-elle les poncifs du vieil anti-judaïsme qui ont si longtemps souillé les lèvres des chrétiens ?

Les préoccupations sociales figurent au premier rang dans bien des consciences chrétiennes. Bien qu'elles présentent le danger d'éclipser la notion de personne humaine – qui est beaucoup plus chrétienne et profonde que celle d'être social – il est pertinent de les évoquer à propos de l'école. En effet, celle-ci a joué en France plus que dans aucun autre pays un rôle social majeur, pour souder la collectivité nationale, consolider la République et permettre l'ascension d'un grand nombre. A contrario, son délitement dans les dernières décennies s'est accompagné d'une dissolution du lien social. Enfin, on note que les réformes qui l'ont bouleversée ont été constamment justifiées au nom d'un soi-disant progrès social, alors même qu'elles produisaient le contraire des effets annoncés.

L'école est d'autant plus efficace socialement qu'elle ne se préoccupe pas du fait social, qu'elle dispense les mêmes enseignements à tous les enfants, et qu'elle se montre aussi exigeante envers chacun. La meilleure chance et la plus grande preuve d'estime que l'école puisse offrir à un enfant dont les parents sont chômeurs, ou dont l'un est absent, ou qui vit dans des conditions misérables, est de lui faire comprendre que tout cela n'a pas d'importance pour elle, et de lui proposer une richesse fabuleuse, différente de tout ce qu'il peut trouver ailleurs : l'instruction, les savoirs de base, puis les connaissances plus élaborées qui constituent la culture.

Elle ne doit pas se fixer pour objectif la réussite de tous, qui ne dépend pas seulement d'elle mais aussi du travail de chaque enfant et de chaque adolescent. Promettre la réussite aux élèves les démet de leur responsabilité pour la charger entièrement sur les épaules des professeurs, une attitude qui cache un mépris abyssal de ceux à qui on ment et dispense de la pitié plutôt que les fortes nourritures qui pourraient faire d'eux des hommes. Ces nourritures consistent en des connaissances, et aussi en des règles de comportement qui permettent d'étudier. L'école primaire particulièrement, en même temps qu'elle dispense à tous les enfants l'instruction élémentaire, c'est-à-dire l'apprentissage progressif et systématique des savoirs de base, doit leur faire acquérir un comportement discipliné adapté à l'école : respect du maître et des autres enfants, exigence vis-à-vis de soi-même, contrôle de soi, discipline de

travail, habitude d'écoute, capacité de rester attentif et concentré même quand on s'ennuie, goût du travail bien fait, apprentissage de la responsabilité. Tout cela est indispensable à la poursuite des études, comme au processus de civilisation de chaque enfant, et ne pourra plus être mis en place s'il ne l'est pas dès l'école primaire.

L'école ne doit s'adapter ni à la diversité des origines et des milieux des enfants, ni au monde extérieur. Elle doit s'occuper d'une chose, qui est bien assez : que l'enseignement qu'elle dispense soit de la meilleure qualité. Or, depuis des décennies, on lui a constamment imposé d'autres soucis, et la qualité de l'enseignement s'est détériorée dans des proportions hallucinantes. Pour la rehausser, quatre axes d'action sont prioritaires :

Premièrement, il faut réécrire les programmes et les manuels, avec l'aide de ceux des instituteurs et des professeurs qui combattent depuis des années pour la défense de l'instruction, particulièrement dans les associations. Ils devraient être progressifs, structurés, riches, cohérents, stimulants, précis, rigoureux,... tout ce qu'ils ne sont plus.

Deuxièmement, il faut remettre en cause la doctrine constructiviste, celle qui consiste à demander à l'élève de "*construire lui-même ses savoirs*". Aucune méthode d'apprentissage ne doit être proscrite a priori. Les leçons et les exercices systématiques doivent retrouver leur place légitime, sans exclure les phases de travail plus autonome. Le travail à la maison doit être réhabilité, tout comme l'apprentissage de textes par coeur. En tout cela, il faut d'ailleurs laisser aux maîtres une large liberté d'appréciation. Leur liberté pédagogique est un corollaire de la valeur du savoir qu'ils ont la charge de transmettre.

Troisièmement, il faut rétablir les exigences. D'abord en supprimant les actuelles évaluations et leurs rubriques psychologisantes, pour les remplacer par des notes qui portent uniquement sur les travaux des élèves et en aucune façon sur leur personnalité.

Doivent passer dans la classe supérieure ceux et seulement ceux qui ont un niveau suffisant pour suivre, ce dont les instituteurs et les professeurs doivent pouvoir juger sans subir de pression. Une année particulièrement importante où le redoublement peut être très bénéfique est le CP.

A la fin du primaire, je suis partisan de l'instauration d'un examen pour entrer en 6e, car cela n'a pas de sens d'envoyer au collège des élèves dont les connaissances de base ne sont pas bien assises. L'examen d'entrée en 6e devrait comporter au moins une dictée avec des questions de grammaire, une petite rédaction, ainsi qu'un problème et des questions d'arithmétique.

Je suis également partisan d'un autre examen pour l'entrée au lycée.

Quatrièmement, et c'est sans doute le point le plus important et le plus urgent, il faut que cesse le scandale des IUFM. Ceux-ci empoisonnent l'école. Les futurs instituteurs et professeurs y subissent une prétendue formation qui n'est pas seulement inutile mais nuisible. On cherche à les transformer en animateurs plutôt qu'en enseignants. On se livre sur eux, en particulier sur les plus qualifiés, à des pseudo-formations infantilisantes qui les humilient et dénie toute valeur à leurs connaissances.

La formation des maîtres doit comporter d'une part des enseignements

disciplinaires très sérieux – puisqu'un bon enseignant est avant tout un enseignant qui domine les savoirs qu'il doit transmettre –, et d'autre part un apprentissage pédagogique, très important pour les instituteurs, effectué principalement sur le terrain, auprès de praticiens expérimentés.

Je m'arrête là, en vous remerciant de m'avoir écouté.